

Cote du document: EB 2021/LOT/P.3/Rev.1  
Date: 25 août 2021  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt**

### **République argentine**

## **Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l'agriculture familiale**

Numéro du projet: 2000001530

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Rossana Polastri**  
Directrice régionale  
Division Amérique latine et Caraïbes  
téléphone: +39 06 5459 2291  
courriel: r.polastri@ifad.org

**Marco Camagni**  
Directeur de pays  
téléphone: +51 993 490 483  
courriel: m.camagni@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
<b>II. Description du programme</b>	<b>4</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Risques</b>	<b>9</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
<b>IV. Exécution</b>	<b>10</b>
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	12
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>12</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>12</b>

### Appendices

- I. Convenio de financiación negociado
- II. Logical framework
- III. Matriz integrada de Riesgos del Programa

---

#### Équipe d'exécution du programme

---

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Marco Camagni
Responsable technique:	Enrique Hennings
Responsable des finances:	Dario Rimedio
Spécialiste climat et environnement:	Maemi Chinen
Consultante juridique:	Adriana Jáuregui

---

## **Sigles et acronymes**

CSST	coopération Sud-Sud et triangulaire
DIPROSE	Direction générale des programmes et projets sectoriels et spéciaux
FMI	Fonds monétaire international
ODD	objectif de développement durable
PRITS	pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
PROSAF	Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l'agriculture familiale

## Carte de la zone du programme



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 02/02/2021

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République argentine
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
<b>Coût total du programme:</b>	36,1 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	13,1 millions d'USD
<b>Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:</b>	3,7 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 32 ans, y compris un différé d'amortissement de 7 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA plus une marge
<b>Cofinancier:</b>	Banque de développement FONPLATA
<b>Montant du cofinancement:</b>	13,3 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt
<b>Contribution de l'Emprunteur:</b>	6,7 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	3,0 millions d'USD

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 61.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. La République argentine est l'une des économies les plus importantes d'Amérique latine et l'un des principaux producteurs mondiaux du secteur agricole. On y compte quelque 210 000 petits exploitants familiaux, paysans et autochtones, qui représentent 64,5% des producteurs du pays, mais qui n'ont accès qu'à 5,1% des terres. L'Argentine est classée dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) par la Banque mondiale; cependant, elle traverse depuis 2011 une période de stagnation économique et de forte inflation (27,2% en moyenne par an). La situation s'est aggravée du fait de la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte, on assiste à une intensification des débats sur les systèmes agroalimentaires, ainsi qu'à des appels de plus en plus nombreux à favoriser des modèles plus résilients, plus inclusifs et plus durables et une transition vers l'agroécologie, combinée à la mise à disposition et à l'utilisation de technologies agricoles et de technologies de l'information et des communications, et à prêter une attention particulière aux femmes et aux jeunes en milieu rural.
2. **Pauvreté.** Selon l'institut national des statistiques, le taux de pauvreté en Argentine était de 40,9% (18,5 millions de personnes) au premier semestre 2020, tandis que le taux d'extrême pauvreté s'établissait à 10,5% (4,7 millions de personnes). Le groupe le plus touché, correspondant aux ménages avec des enfants de 14 ans et moins, présentait un taux de pauvreté de 56,3%. Les régions les plus pauvres sont celles du nord-ouest (40,7%) et du nord-est (42,8%). Au niveau national, 6,0% des ménages étaient exposés à une insécurité alimentaire grave<sup>1</sup>.
3. **COVID-19.** Au 15 juillet 2021, le pays avait enregistré 4,5 millions de cas de COVID-19 (10% de la population totale) et plus de 100 000 décès, ce qui le plaçait au dixième rang au niveau mondial. La pandémie a mis à mal plusieurs chaînes de production à petite échelle, en particulier de fruits et de légumes.
4. Le nouveau programme s'inscrit dans: i) le Plan contre la faim lancé par l'Argentine fin 2019, qui vise à assurer la sécurité alimentaire de la totalité de la population; ii) les politiques en matière de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de soutien à l'agriculture familiale, paysanne et autochtone et aux économies régionales; iii) la nouvelle Direction nationale de l'agroécologie; iv) le Plan-cadre de coopération stratégique des Nations Unies pour le développement durable en Argentine pour 2021-2025, signé en novembre 2020.

##### Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le programme a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - porteur de transformations en matière de genre;
  - tenant compte des enjeux nutritionnels;
  - axé sur les jeunes.

<sup>1</sup> Université catholique d'Argentine, 2019.

6. Le programme repose sur les piliers suivants:
- i) Il suit une approche agroécologique conforme aux politiques du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et du Gouvernement, et s'inspire des 10 éléments de l'agroécologie établis par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
  - ii) Il est porteur de transformations en matière de genre et donne la priorité aux jeunes femmes, aux femmes à la tête d'un ménage et aux femmes autochtones.
  - iii) Il tient compte des jeunes et les cible en vue de favoriser leur accès aux ressources, aux financements et aux technologies, ainsi qu'à la formation technique et à l'enseignement professionnel axé sur l'emploi.
  - iv) Il tient compte des enjeux nutritionnels et comprend des activités de sensibilisation à l'intention des ménages de producteurs familiaux, paysans et autochtones.
  - v) Il englobe expressément les groupes et les communautés autochtones et applique le principe du consentement préalable, libre et éclairé.
7. **Équité femmes-hommes et inclusion sociale.** Les femmes rurales représentent 8,4% des Argentines, et 22,8% d'entre elles sont victimes d'une pauvreté structurelle. D'après le rapport de conception du plan du Gouvernement argentin en faveur des femmes paysannes et autochtones « *En Nuestras Manos* » (Entre nos mains)<sup>2</sup>, près de 50% des femmes en milieu rural ont un lien avec des activités agricoles et 22,3% bénéficient de l'indemnité universelle pour enfant à charge (programme de transferts monétaires assortis de conditions).
8. **Jeunesse et intégration en milieu rural.** Le dépeuplement des campagnes est un processus historique continu, et ce sont principalement les jeunes qui partent. Les facteurs à l'origine de cette migration comprennent: i) les difficultés économiques et les perspectives limitées d'améliorer les moyens d'existence; ii) la possibilité de poursuivre des études supérieures, notamment pour les femmes; iii) l'accès limité aux services de base. Une grande partie des jeunes ruraux (âgés de 19 à 29 ans) est sans emploi ou sous-employée.
9. **Population autochtone.** D'après le recensement national de 2010, 955 032 personnes se considèrent comme étant d'ascendance autochtone ou appartenant à un groupe autochtone (2,4% de la population nationale). Une part importante de la population autochtone n'est pas en mesure de satisfaire ses besoins essentiels (23,5%, contre 14,3% au niveau national).
10. **Nutrition.** Le risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle atteint 32% dans les ménages ruraux, contre 10,4% dans ceux des zones urbaines. Les problèmes les plus fréquents sont la malnutrition et le surpoids ou l'obésité – 10% et 3,6%, respectivement, chez les enfants de 5 ans ou moins et 20,7% et 20,4%, respectivement, dans la population âgée de 5 ans à 17 ans.
11. **Environnement et ressources naturelles.** L'un des plus grands problèmes environnementaux auxquels le pays doit faire face est l'érosion des sols, et la désertification qu'elle entraîne. La désertification et les phénomènes engendrés par les changements climatiques s'exacerbent mutuellement (sécheresse, augmentation des températures, tempêtes de poussière et pluies torrentielles), ce qui aggrave leurs conséquences sur les petits exploitants.

<sup>2</sup> Ce plan s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du nord de l'Argentine dans l'économie mené par le FIDA.

12. **Changements climatiques.** Pour le nord et la région centrale de l'Argentine, les projections climatiques prévoient un scénario de hausse des températures et d'allongement de la saison sèche hivernale. Les grandes tendances sont les suivantes: i) augmentation de la pluviométrie annuelle moyenne; ii) accroissement de la fréquence des précipitations extrêmes dans une grande partie de l'est et du centre du pays; iii) élévation des températures dans les chaînes de montagnes de la Patagonie et du Cuyo; iv) augmentation du débit des cours d'eau et de la fréquence des inondations sur la majeure partie du territoire.

#### **Justification de l'intervention du FIDA**

13. Le Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l'agriculture familiale (PROSAF) offre au FIDA la possibilité d'associer cinq éléments stratégiques dans un PRITS tel que l'Argentine: i) la mise en application de politiques qui appuient l'agriculture familiale, paysanne et autochtone et l'agriculture résiliente et durable axée sur des produits à haute valeur nutritionnelle; ii) la description, la théorisation et la mise en application des enseignements tirés des résultats obtenus grâce aux innovations du programme et la gestion des savoirs ainsi constitués; iii) la concertation sur les politiques dans le cadre de la mise en œuvre d'initiatives et de mesures systémiques; iv) la promotion des mécanismes de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST); v) la promotion des innovations du PROSAF s'agissant de l'inclusion sociale, de l'approche agroécologique et de la numérisation. Le Gouvernement argentin considère le FIDA comme un partenaire stratégique pour la mise en œuvre de l'un des quatre piliers de son plan d'intervention face à la pandémie de COVID-19.

#### **B. Enseignements tirés**

14. La performance du portefeuille d'activités en Argentine est directement liée à deux facteurs: i) la situation des comptes publics; ii) les priorités politiques à l'échelle nationale et au niveau des provinces. Il faut par conséquent s'efforcer de maintenir et de renforcer la concertation sur les politiques et veiller à ce que les projets soient conformes aux priorités stratégiques. Il est également essentiel de suivre une approche de l'exécution souple et modulée qui tient compte des différences entre les provinces participantes. Les partenariats avec d'autres institutions publiques, comme l'Institut national de technologie agricole, le Secrétariat de l'agriculture familiale, paysanne et autochtone et le Ministère des relations extérieures, du commerce extérieur et du culte, facilitent l'exécution tout en accroissant la visibilité et la durabilité. La couverture nationale associée à un ciblage prioritaire des régions du nord permet de: i) se focaliser sur les zones les plus pauvres du pays sans négliger les poches de pauvreté dans les autres provinces; ii) suivre une approche fondée sur le programme de pays; iii) poursuivre la concertation sur les politiques au niveau national.
15. L'évaluation du programme de pays et les rapports d'achèvement de projet font état de résultats positifs en ce qui concerne la production et le renforcement des organisations. Les résultats des fonds de capitalisation pour les organisations – fonds renouvelables destinés à financer les activités des membres – sont prometteurs.
16. L'exécution par une unité de gestion de programme unique permet de disposer des capacités techniques nécessaires au sein du personnel des projets. Il est nécessaire de simplifier le processus d'adhésion des provinces pour éviter les retards d'exécution, tout en garantissant le respect de la stratégie de ciblage du programme et la réalisation des études liées aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.

## II. Description du programme

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

17. **But et objectif de développement.** Le but du PROSAF est de contribuer à réduire la pauvreté parmi les producteurs familiaux, paysans et autochtones et à renforcer la durabilité des systèmes alimentaires argentins. L'objectif de développement est d'améliorer la résilience des producteurs familiaux, paysans et autochtones pauvres en favorisant des systèmes de production et de commercialisation durables et inclusifs, et adaptés aux changements climatiques.
18. Le programme ciblera directement 16 610 petits producteurs familiaux, paysans et autochtones vivant dans la pauvreté, dont 6 809 femmes (40%) et 5 091 jeunes (30%, dont un nombre égal de femmes et d'hommes), soit en tout quelque 15 785 ménages ruraux et environ 66 300 personnes. Les ménages autochtones représenteront 20% du nombre total de ménages. Le programme a comme groupe cible les petits exploitants familiaux, paysans et autochtones pauvres qui ont déjà des liens avec l'agroécologie et sont en transition vers cette approche et ceux qui n'ont pas encore amorcé leur transition.
19. **Zone d'intervention et ciblage.** Le programme ciblera en priorité les provinces du nord-est et du nord-ouest, mais réservera la possibilité d'inclure d'autres provinces en fonction de critères précis convenus avec le FIDA. Les critères de ciblage seront les suivants: i) ciblage géographique fondé sur des indicateurs permettant de définir les zones prioritaires dans lesquelles il existe un chevauchement avec les indicateurs de pauvreté rurale et où les besoins essentiels ne sont pas satisfaits; ii) ciblage direct, au moyen de critères d'admissibilité visant les organisations de petits exploitants ruraux ou autochtones dont les revenus ne dépassent pas le double du salaire mensuel minimum fixé par la loi pour les travailleurs ruraux et qui remplissent au moins deux des critères suivants: a) utilisent la main-d'œuvre familiale; b) n'ont pas de travailleurs salariés permanents; c) n'ont pas accès à au moins un service de base; d) bénéficient de programmes sociaux; iii) autociblage, appliqué aux organisations de producteurs qui sont consolidées ou en transition, liées à des réseaux ou à d'autres cadres organisationnels, qui doivent respecter les critères d'admissibilité mentionnés ci-dessus lors de la sélection de leurs membres.

### B. Composantes, résultats et activités

20. Le programme s'articulera autour de trois composantes interdépendantes:
 

**Composante 1: Appui et financement en faveur de la production et de la commercialisation**
21. Cette composante vise à renforcer les capacités des réseaux de producteurs familiaux, paysans et autochtones pauvres qui s'intéressent à l'approche agroécologique, leurs organisations, ainsi que les organisations et les institutions d'appui, au moyen d'investissements directs dans des plans élaborés dans le cadre d'un processus participatif, de l'accès aux marchés et de la promotion d'instances locales (qui peuvent revêtir différentes formes selon le contexte local, comme des tables rondes ou d'autres mécanismes similaires), le but étant de faciliter et d'institutionnaliser le dialogue. Elle doit par ailleurs améliorer les capacités des jeunes (femmes et hommes) afin de leur permettre de créer des entreprises ou d'entrer plus facilement sur le marché du travail. Cette composante aura les effets directs suivants:
22. Effet direct 1.1: les producteurs familiaux, paysans et autochtones vivant dans la pauvreté et leurs organisations renforcent les systèmes de production et de commercialisation, en mettant l'accent sur l'agroécologie, l'égalité femmes-hommes, la nutrition, l'inclusion sociale et la résilience face aux risques environnementaux et climatiques.

23. Effet direct 1.2: les producteurs familiaux, paysans et autochtones, les femmes et les jeunes vivant dans la pauvreté, et leurs organisations, participent au processus de concertation sur l'application des politiques et des services dans le cadre des systèmes agroécologiques.
24. Effet direct 1.3: les jeunes ruraux (dont 50% de femmes) renforcent leurs compétences professionnelles et entrepreneuriales.

### **Composante 2: Mise en place de services d'appui systémiques pour la production et la commercialisation**

25. L'objectif de cette composante est de coordonner les instruments de politique publique, et d'élaborer et de mettre en œuvre des solutions systémiques en vue d'améliorer la fourniture de services d'appui aux producteurs familiaux, paysans et autochtones dans leur transition vers l'agroécologie. Deux effets directs sont attendus:
  26. Effet direct 2.1: des innovations numériques dans les services financiers et la commercialisation, des systèmes de communication en milieu rural (radios) et d'autres possibilités de commercialisation sont mis au point.
  27. Effet direct 2.2: la fourniture d'une assistance technique pour les producteurs familiaux, paysans et autochtones est étendue et renforcée.

### **Composante 3: Gestion des savoirs, suivi-évaluation et gestion du programme**

28. L'objectif de cette composante est : i) d'assurer l'efficacité et l'efficacités de la gestion et du suivi-évaluation du programme, ii) de diffuser largement les connaissances générées dans le cadre du programme et de les utiliser en vue de contribuer à la CSST et à la concertation sur les politiques.
29. La sous-composante 3.1 (gestion des savoirs) vise l'effet direct suivant: les savoirs générés par le programme en matière de développement de l'agroécologie, dans le cadre d'une approche fondée sur le genre, l'inclusion sociale et la nutrition, sont diffusés et utilisés pour contribuer à la concertation sur les politiques et à la CSST.
30. La concertation sur les politiques se fera à deux niveaux: i) instances (tables rondes) à l'échelon local ou provincial; ii) groupe de travail national multipartite sur les politiques agroécologiques.
31. La sous-composante 3.2 (suivi-évaluation et gestion du programme) est associée aux objectifs suivants: i) coordination de la gestion et de l'administration du programme; ii) suivi étroit du programme et évaluation rigoureuse de ses effets directs (des enquêtes indépendantes seront réalisées pour l'étude de référence, l'examen à mi-parcours et l'évaluation finale).

## **C. Théorie du changement**

32. Le problème le plus important est la faible résilience de la population cible, qui est l'un des facteurs qui maintiennent les producteurs familiaux, paysans et autochtones pauvres et leur famille dans la pauvreté (effet principal). Il est lié aux causes suivantes:
  - i) systèmes de production inefficients, caractérisés par un manque de durabilité, de diversification et d'adaptation aux changements climatiques;
  - ii) problèmes de nutrition, notamment dans les groupes les plus pauvres;
  - iii) accès limité aux marchés;
  - iv) peu de perspectives économiques et de possibilités d'inclusion pour les femmes et les jeunes en milieu rural;
  - v) accès limité aux innovations et aux services d'appui à la production.

33. Face à cette situation, le programme permettra :
- i) de financer l'élaboration et la mise en œuvre participatives de plans visant à renforcer les organisations et les réseaux, au moyen d'une approche agroécologique et en mettant l'accent sur l'égalité femmes-hommes, l'inclusion des jeunes, l'amélioration de la nutrition, la viabilité écologique et l'adaptation aux changements climatiques;
  - ii) d'apporter un appui aux jeunes pour promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat rural;
  - iii) de faciliter la création d'espaces de concertation dans les territoires pour la formulation de propositions d'investissements systémiques;
  - iv) d'encourager les innovations numériques liées à l'accès aux marchés et au commerce électronique, ainsi qu'à l'inclusion financière;
  - v) de trouver d'autres moyens de relier les groupes cibles aux marchés formels;
  - vi) de renforcer l'offre de services d'assistance technique qualifiée.

#### **D. Alignement, appropriation et partenariats**

34. La finalité du programme contribue à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) suivants: l'ODD n° 1 (Pas de pauvreté), l'ODD n° 2 (Faim zéro), l'ODD n° 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD n° 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD n° 10 (Inégalités réduites) et l'ODD n° 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Le programme est en phase avec les objectifs stratégiques de l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays: objectif stratégique n° 1 (revenu et possibilités stratégiques); objectif stratégique n° 2 (capital humain et social); objectif stratégique n° 3 (développement institutionnel). La finalité est cohérente avec le Cadre stratégique du FIDA 2016- 2025 et ses trois objectifs stratégiques, et concorde avec les politiques et les priorités du Gouvernement argentin.

#### **E. Coût, avantages et financement**

35. Les composantes 1 et 2 du programme relèvent partiellement du financement de l'action climatique. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique est estimé à titre préliminaire à 3,7 millions d'USD.

##### **Coût du programme**

36. Le coût total du programme est de 36,1 millions d'USD (tableau 1). Le tableau 2 en donne la répartition par catégorie de dépenses et par source de financement. Les coûts du programme par composante et par année sont présentés dans le tableau 3.

Tableau 1  
**Coût du programme par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		FONPLATA		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Appui et financement en faveur de la production et de la commercialisation	9 980	34,3	13 149	45,2	3 000	10,3	2 984	10,2	29 113
2. Mise en place de services d'appui systémiques pour la production et la commercialisation	2 637	61,4	-	-	-	-	1 658	38,6	4 295
3. Gestion des savoirs, suivi-évaluation et gestion du programme	483	17,9	151	5,6	-	-	2 058	76,5	2 691
<b>Total</b>	<b>13 100</b>	<b>36,3</b>	<b>13 300</b>	<b>36,8</b>	<b>3 000</b>	<b>8,3</b>	<b>6 700</b>	<b>18,6</b>	<b>36 100</b>

Tableau 2  
**Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		FONPLATA		Bénéficiaires		Gouvernement		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
<b>Dépenses d'investissement</b>									
1. Matériel et véhicules	164	62,4	-	-	-	-	98	37,6	262
2. Ressources d'investissement (donset subventions)	10 256	35,6	13 092	45,4	3 000	10,4	2 465	9,1	28 814
3. Formation	854	45,0	57	3,0	-	-	985	52,0	1 896
4. Contrats de service (consultants)	1 052	37,0	-	-	-	-	1 794	63,0	2 846
5. Études et rapports d'audit (consultants)	774	72,3	151	14,1	-	-	146	13,6	1 070
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>13 100</b>	<b>37,5</b>	<b>13 300</b>	<b>38,1</b>	<b>3 000</b>	<b>8,6</b>	<b>5 489</b>	<b>15,7</b>	<b>34 889</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>									
1. Salaires et traitements	-	-	-	-	-	-	864	100	864
2. Coûts de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	347	100	347
<b>Total des dépenses récurrentes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 211</b>	<b>100</b>	<b>1 211</b>
<b>Total</b>	<b>13 100</b>	<b>36,3</b>	<b>13 300</b>	<b>36,8</b>	<b>3 000</b>	<b>8,3</b>	<b>6 700</b>	<b>18,6</b>	<b>36 100</b>

Tableau 3  
**Coût du programme par composante et par année**  
(en milliers d'USD)

Composante	2021		2022		2023		2024		2025		2026		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Appui et financement en faveur de la production et de la commercialisation	1 855	6	5 932	20	6 256	21	6 196	21	6 097	21	2 777	10	29 113
2. Mise en place de services d'appui systémiques pour la production et la commercialisation	273	6	876	20	845	20	1 005	23	840	20	456	11	4 295
3. Gestion des savoirs, suivi-évaluation et gestion du programme	365	14	419	16	406	15	410	15	484	18	608	23	2 691
<b>Total</b>	<b>2 494</b>	<b>7</b>	<b>7 227</b>	<b>20</b>	<b>7 506</b>	<b>21</b>	<b>7 611</b>	<b>21</b>	<b>7 421</b>	<b>21</b>	<b>3 841</b>	<b>11</b>	<b>36 100</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

37. Le programme sera financé au moyen des ressources suivantes: i) un financement du FIDA de 13,1 millions (36,3% du coût total); ii) un cofinancement de la banque de développement FONPLATA de 13,3 millions d'USD (36,8%); iii) une contribution du Gouvernement argentin de 6,7 millions (18,6%); iv) une contribution des bénéficiaires de 3,0 millions d'USD (8,3%).

### **Décaissement**

38. L'emprunteur ouvrira auprès de la Banque de la Nation argentine un compte désigné en dollars des États-Unis, qu'il administrera, et qui sera réservé exclusivement au financement du FIDA. Un compte d'exploitation libellé en peso argentin sera ouvert pour recevoir les fonds provenant du compte désigné ainsi que les fonds de contrepartie. Les unités chargées de l'exécution dans les provinces ouvriront et géreront également des comptes d'exploitation afin de recevoir des fonds au titre des accords subsidiaires signés entre la Direction générale des programmes et projets sectoriels et spéciaux (DIPROSE) et les provinces. Les procédures de décaissement seront détaillées dans la Lettre à l'Emprunteur qui doit être envoyée à ce dernier par le FIDA après la signature de l'accord de financement. Les équipes du programme utiliseront le Portail clients du FIDA pour soumettre les demandes de retrait et accéder aux informations financières en temps réel.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

39. Les avantages attendus du programme sont une augmentation des revenus et de l'emploi dans les systèmes de production agroécologiques familiaux. La période utilisée pour le calcul du taux de rentabilité économique interne et de la valeur économique actuelle nette est de 10 ans pour les modèles d'exploitation analysés et de 15 ans pour l'intégration du programme. Le taux d'actualisation retenu est de 10% par an. On a procédé à l'évaluation économique en estimant le flux de recettes nettes supplémentaires à partir: i) des recettes annuelles des modèles de production agroécologiques; ii) des investissements annuels et des coûts de production de ces éléments; iii) des coûts du programme, déduction faite des contributions à chaque modèle, des provisions pour imprévus et des taxes. Les résultats montrent que le programme est économiquement viable: le taux de rentabilité économique interne est de 21,4%, la valeur économique actuelle nette est de 3 196 millions d'ARS et le rapport coûts-avantages est de 5,01.

### **Stratégie de sortie et durabilité**

40. **Stratégie de sortie.** Le PROSAF, grâce à sa stratégie de gestion des savoirs et à la combinaison de ses trois composantes, générera les capacités nécessaires parmi les acteurs (institutions, organisations) participant aux activités. On s'attachera aussi à définir des partenariats et des possibilités de soutien financier régulier. Dans cette optique, les principaux acteurs comprendront le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et la Direction nationale de l'agroécologie, d'autres ministères (Ministère du développement social; Ministère de l'environnement et du développement durable; Ministère de la femme, du genre et de la diversité; Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation), des institutions publiques du secteur, dont l'Institut national de technologie agricole et le Service national de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, le secteur privé (entreprises des secteurs des technologies agricoles et financières) et des organisations de producteurs familiaux, paysans et autochtones aux niveaux local et national.
41. La **durabilité** du programme est liée à sa stratégie opérationnelle et méthodologique, qui – si elle donne de bons résultats – sera intégrée dans les politiques du gouvernement, des provinces et des institutions du secteur. La durabilité financière sera assurée par l'accès des producteurs familiaux, paysans et autochtones aux services financiers, aux plateformes de marché et à une assistance technique de meilleure qualité. En raison de l'approche agroécologique

et des garanties prévues, l'impact environnemental des activités productives et des services sera positif et durable.

### III. Risques

#### A. Risques et mesures d'atténuation

42. Le risque global du programme est considéré comme **modéré**; il est détaillé dans la matrice intégrée des risques. Les principaux risques dans le contexte national sont liés à la situation macroéconomique et à la volonté politique. Les mesures d'atténuation reposent sur une concertation continue destinée à maintenir les activités du FIDA dans les priorités politiques. Les risques relatifs à l'environnement et aux changements climatiques sont élevés, et seront atténués grâce à l'ensemble complet de mesures définies dans les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique. S'agissant de la gestion financière, le principal risque est lié à la marge de manœuvre budgétaire et aux fonds de contrepartie disponibles pour l'exécution du programme. La principale stratégie d'atténuation consistera à préserver les excellentes relations avec le Secrétariat des affaires stratégiques de la Présidence, qui définit le budget et les priorités d'investissement.
43. **Risque de gestion financière.** Les risques majeurs sont les suivants: i) une marge de manœuvre budgétaire insuffisante ou un déblocage inadéquat des fonds de contrepartie pourraient avoir une incidence importante sur les fonds disponibles et l'exécution opérationnelle du programme; ii) les moyens des unités chargées de l'exécution dans les provinces pourraient varier et certaines d'entre elles pourraient ne pas disposer des capacités appropriées pour répondre aux exigences en matière de gestion financière; iii) les capacités des organisations de producteurs en matière d'administration des fonds et d'information financière risquent de ne pas être suffisantes. Mesures d'atténuation: i) le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, la DIPROSE et le FIDA négocieront des allocations appropriées; ii) la Direction de l'administration financière et des budgets de la DIPROSE dispensera aux équipes financières des unités chargées de l'exécution dans les provinces et des organisations de producteurs une formation sur les procédures et les exigences des pouvoirs publics et du FIDA en matière de gestion financière.

Tableau 4

#### Synthèse des risques

<i>Catégories de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Modéré
Portée du programme	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation des marchés au titre du programme	Faible	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
<b>Risque global</b>	Modéré	Faible

#### B. Catégorie environnementale et sociale

44. Le programme est classé dans la catégorie B s'agissant des aspects environnementaux et sociaux. Ce classement est dû au fait que le programme: i) n'encouragera pas la conversion de forêts naturelles; ii) ne sera pas exécuté dans des zones écologiquement vulnérables; iii) ne favorisera pas de pratiques non durables de gestion des ressources; iv) ne prévoit la construction d'ouvrages hydrauliques de moyenne et grande envergure ni de routes rurales; v) ne financera pas d'activités qui impliquent d'introduire des espèces potentiellement envahissantes ou des organismes génétiquement modifiés.

### C. Classement au regard des risques climatiques

45. Le programme est considéré comme exposé à des **risques climatiques élevés** du fait: i) de la portée de l'intervention, qui comprend des zones où la vulnérabilité agricole est élevée ou très élevée, et du risque très important de dommages liés au gel, à la sécheresse, au froid et aux inondations; ii) des investissements et des domaines d'activité ciblés, qui sont liés à des infrastructures naturelles et à des moyens d'existence tributaires du climat, et qui exposent de ce fait l'exécution du programme à des risques climatiques.
46. Le programme mettra en œuvre le cadre de gestion environnementale et sociale afin de veiller au respect des mesures de gestion des risques environnementaux, climatiques et sociaux qui ont été définies. Le cadre sera intégré dans le système de suivi-évaluation du programme.

### D. Soutenabilité de la dette

47. La note technique établie en mars 2020 par le Fonds monétaire international (FMI) sur la soutenabilité de la dette publique indique que le niveau d'endettement de l'Argentine n'est pas viable. La capacité d'endettement et de service de la dette du pays s'est nettement détériorée depuis la dernière analyse de la soutenabilité de la dette réalisée par le FMI en juillet 2019. La dette publique brute avait ainsi atteint près de 90% du PIB fin 2019, soit un niveau supérieur de 13 points de pourcentage par rapport aux projections établies au moment de la révision, en juillet 2019. L'Argentine a entamé des discussions avec le FMI sur une restructuration de la dette et de nouvelles politiques macroéconomiques qui permettraient d'atteindre un niveau d'endettement soutenable.

## IV. Exécution

### A. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination du programme

48. Le PROSAF sera exécuté sur une période de cinq ans par la DIPROSE, sous la direction du Sous-secrétariat de la gestion administrative du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. La DIPROSE coordonnera et supervisera les activités, et sera directement responsable de la gestion technique et fiduciaire. Des unités d'exécution seront établies au niveau des provinces en tant que de besoin. Le FIDA sera chargé de la supervision du programme.

#### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

49. La Direction de l'administration financière et des budgets de la DIPROSE, qui a une grande expérience des projets financés par le FIDA, assurera la gestion financière. Ses fonctions comprendront: i) l'établissement des plans de travail et budgets annuels; ii) la présentation des demandes de retrait de fonds via le Portail clients du FIDA; iii) la mise à disposition d'un environnement de contrôle interne efficace et de manuels financiers complets; iv) la tenue d'un système comptable adéquat; v) la présentation au FIDA de rapports financiers intermédiaires; vi) la préparation d'états financiers consolidés annuels conformes aux normes comptables internationales; vii) la coordination du processus d'audit; viii) l'animation de séances de formation à la gestion financière à l'intention des unités d'exécution dans les provinces et des bénéficiaires.
50. Les comptes du programme feront chaque année l'objet d'un audit par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques. Cet audit sera mené conformément au mandat de l'audit approuvé par le FIDA et au Manuel relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. Le rapport d'audit consolidé sera soumis au FIDA au plus tard six mois après la clôture des comptes de l'exercice budgétaire précédent.

51. **Participation et retours d'information des groupes cibles, et mécanisme de réponse aux doléances**<sup>3</sup>. Les principaux mécanismes de retour d'information sont les suivants: i) lieux différents aménagés pour les retours d'information des femmes et des hommes; ii) processus de consultation préalable des populations et communautés autochtones, fondé sur la communication de l'ensemble des informations; iii) système participatif de suivi. Par ailleurs, des mesures seront prises pour encourager la participation des femmes (femmes autochtones, jeunes femmes et femmes à la tête d'un ménage) aux mécanismes de concertation et de prise de décisions.
52. **Mécanisme de réponse aux doléances.** Conformément aux politiques sociales et environnementales du FIDA, un mécanisme ouvert sera mis à la disposition de la population cible du programme; il permettra de traiter les demandes et les plaintes des personnes, des autorités communautaires ou des représentants de groupes estimant avoir subi un préjudice du fait de l'exécution du programme.

## **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

53. Le programme consacre d'importantes ressources à la théorisation et à la description des expériences et à la compilation des enseignements tirés de ces dernières, au moyen d'activités exécutées directement dans chaque composante et coordonnées dans le cadre d'un domaine-cadre. Les savoirs ainsi constitués seront mis à disposition dans une bibliothèque en ligne et seront également diffusés par différents canaux. Ces informations serviront en outre à éclairer la concertation sur les politiques à différents niveaux (local, provincial, national).
54. Le pays est en mesure de contribuer notablement à la fourniture de savoir-faire et de technologies aux fins de la CSST et est également désireux de participer aux échanges de savoirs. L'Argentine a été, et reste, l'un des principaux acteurs de la Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale du Marché commun du Sud, un espace sous-régional qui permet de multiples échanges de savoirs sur l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, y compris sur les politiques à mener. Le programme alloue des ressources en vue de constituer une offre d'assistance technique et de savoirs à diffuser, échanger et utiliser pour apporter une assistance technique à d'autres pays. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche dispose d'une Unité des relations internationales chargée de gérer la coopération avec les autres pays et régions (Afrique, par exemple), en coordination avec le Ministère des relations extérieures, du commerce extérieur et du culte. Il serait possible de renforcer et d'élargir considérablement ces activités dans le cadre des projets financés par le FIDA dans d'autres pays et régions, sous la direction du centre de CSST et de gestion des savoirs de Brasilia.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

55. Les principales innovations du programme sont: i) l'accent mis sur la promotion des systèmes agroécologiques; ii) la combinaison d'éléments de concertation sur les politiques, de gestion des savoirs et de CSST qui s'inscrivent dans le programme d'action du FIDA en faveur des PRITS; iii) la combinaison d'une composante d'investissement et d'une composante systémique pour résoudre les goulets d'étranglement et les problèmes structurels; iv) l'adoption d'une approche porteuse de transformations en matière de genre, axée sur les jeunes et tenant compte des enjeux nutritionnels; v) la stratégie reposant sur les technologies de l'information et de la communication pour le développement et sur l'innovation; vi) l'approche territoriale fondée sur des réseaux locaux et des plateformes multipartites. Compte tenu du contexte politique et institutionnel et de l'intérêt manifesté par les producteurs et les consommateurs pour le développement de l'agroécologie et l'appui à l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, il existe

<sup>3</sup> Voir le Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes, <https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/french/EB-2019-128-R-13.pdf>.

de grandes possibilités de reproduction et d'élargissement des propositions du programme.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

56. Les activités de préparation du programme que doivent mener l'emprunteur et l'organisme d'exécution (Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche/DIPROSE) entre la signature de l'accord de financement et le démarrage comprennent: i) la confirmation des allocations budgétaires pour la première année; ii) la nomination de responsables en matière de gestion administrative et financière; iii) la mise au point définitive du manuel opérationnel du programme; iv) l'élaboration des plans de travail et budgets annuels et du plan de passation des marchés pour la première année; v) l'ouverture des comptes du programme; vi) la préparation du premier décaissement; vii) le recrutement concurrentiel du personnel technique, financier, administratif et du personnel d'appui, conformément aux dispositions de l'accord de financement; viii) la mise à disposition des locaux, du matériel, du mobilier et des fournitures de bureau nécessaires au fonctionnement de l'unité d'exécution centrale; ix) le lancement et le démarrage officiels du programme. Ces activités sont conformes à la stratégie du Gouvernement argentin et aux dates butoirs fixées pour le début de l'exécution en 2021.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

57. Le programme sera placé sous la supervision directe du FIDA, en coordination avec le Gouvernement argentin. Les missions permettront d'examiner l'avancement au regard des objectifs, les résultats obtenus dans le cadre du programme et le respect des conditions contractuelles. Ont été prévues: i) au moins une mission de supervision et une mission d'appui à l'exécution chaque année; ii) au moins deux révisions du programme par an; iii) une mission d'examen à mi-parcours au cours de la troisième année d'exécution; iv) la mission à l'achèvement en vue de préparer la clôture technique et administrative et le rapport d'achèvement du programme.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

58. Un accord de financement entre la République argentine et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
59. La République argentine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
60. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

61. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République argentine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de treize millions cent mille dollars des États-Unis (13 100 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

## **Convenio de financiación negociado: "Programa Promoción de Sistemas Agroalimentarios Resilientes y Sostenibles para la Agricultura Familiar (PROSAF)"**

(Negociaciones concluidas el 29 de Julio 2021)

Número del Préstamo: [insertar número]

Programa Promoción de Sistemas Agroalimentarios Resilientes y Sostenibles para la Agricultura Familiar (PROSAF) (el "Programa")

La República Argentina (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

cada uno de ellos por separado (la "Parte") y los dos colectivamente (las "Partes")

### **PREÁMBULO**

**CONSIDERANDO** que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar parcialmente el Programa y el Fondo ha aceptado proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

**CONSIDERANDO** que el Prestatario acepta que las actividades del Programa sean financiadas de conformidad con el presente Convenio;

El FIDA **ACUERDA** conceder un préstamo ("Préstamo") de sus propios recursos al Prestatario para asistir en la financiación del Programa de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio.

Las Partes acuerdan además lo siguiente:

### **Sección A**

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Programa y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), Compromisos especiales (Anexo 3), y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009 y modificadas en diciembre de 2020 (las "Condiciones Generales").
2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, salvo que expresamente se indique lo contrario. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. A raíz del presente Convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un Préstamo (la "Financiación"), que éste utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

## Sección B

1. La Financiación estará compuesta por un Préstamo de trece millones cien mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 13 100 000).
2. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el Dólar de los Estados Unidos de América.
3. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y estará sujeto a pagos de interés sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso al tipo de interés variable de referencia del FIDA con un diferencial variable. El Préstamo tendrá un plazo de reembolso de 32 años, incluido un período de gracia de 7 años que comenzará a partir de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas para el retiro de los fondos.
4. El Ejercicio Financiero o fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.
5. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre. El capital será pagadero en 50 plazos semestrales.
6. El Prestatario, por medio del Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca (el "Organismo Responsable del Programa"), abrirá en el Banco de la Nación Argentina una cuenta designada en dólares de los Estados Unidos de América (USD) para recibir en ella exclusivamente los recursos del Préstamo, adicionalmente abrirá las cuentas que correspondan para el Programa.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por un monto estimado equivalente a seis millones setecientos mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 6 700 000).
8. El Tipo de Interés de Referencia del Fondo es el LIBOR a seis (6) meses.
  - a) Si el FIDA determina que (i) el Tipo de Interés de Referencia del Fondo ha dejado de estar cotizado de forma permanente, o (ii) el FIDA no puede, o no es comercialmente aceptable por el FIDA, seguir utilizando dicho Tipo de Interés de Referencia del Fondo, a los efectos de su gestión de activos y pasivos, el FIDA aplicará otro tipo de referencia, incluido cualquier margen aplicable, que pueda determinar razonablemente. El FIDA notificará prontamente al Prestatario sobre dicha otra tasa, que entrará en vigencia a partir de la fecha de dicha notificación.
  - b) La determinación del otro tipo de referencia mencionada en el párrafo anterior, será realizada de buena fe. El FIDA, al determinarla, considerará, en la medida de lo posible:
    - i. las recomendaciones de las autoridades competentes para la determinación de la Tasa de Reemplazo de LIBOR en dólares;
    - ii. las recomendaciones del administrador de la tasa LIBOR;
    - iii. la solución general recomendada por las asociaciones profesionales del sector bancario; o
    - iv. la práctica del mercado observada en una serie de transacciones financieras comparables en la fecha de reemplazo de la tasa.

## **Sección C**

1. El Organismo Responsable del Programa es el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca (MAGyP) que a través de la Dirección General de Programas y Proyectos Sectoriales y Especiales (DIPROSE) será el responsable de la gestión del Programa.
  
2. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa. Asimismo, el Organismo ejecutor será responsable por llevar a cabo las encuestas relativas a la línea de base y el Informe de Terminación del Programa.
  
3. La fecha de terminación del Programa será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la fecha de cierre del financiamiento será 6 meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario. La fecha de cierre del financiamiento se establecerá según lo especificado en las Condiciones Generales.
  
4. La adquisición de bienes, obras y servicios financiados por la Financiación se realizará:
  - a) de conformidad con la normativa de adquisiciones y contrataciones del Prestatario, en la medida en que sea compatible con las Directrices para la adquisición de bienes en el ámbito de los proyectos y el Manual sobre la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios.

## **Sección D**

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de la cuenta del Préstamo y los desembolsos correspondientes, y supervisará el Programa directamente, junto con el Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa.

## **Sección E**

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, se considera motivo para la suspensión del derecho del Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, a solicitar desembolsos conforme al presente Convenio, que:
  - a) cualquiera de las disposiciones del Reglamento Operativo del Programa (ROP) haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin la no-objeción del Fondo, y el FIDA, a criterio razonable y justificado, haya determinado, luego de recibir las aclaraciones e información pormenorizada suministradas por el Prestatario o el Organismo Responsable del Programa, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Programa.
  
2. Adicionalmente a las condiciones generales previstas, se considera que son condiciones específicas adicionales para el retiro de fondos de la cuenta del Préstamo:
  - a) Que el ROP haya sido aprobado por el Fondo;

- b) Que la DIPROSE haya informado formalmente al FIDA la asignación interna de responsabilidades con relación a la ejecución del Programa y en materia administrativo financiera;
  - c) Que se haya abierto la cuenta designada, para la financiación del Programa;
  - d) Que se haya previsto y asignado las partidas presupuestarias para el primer año de ejecución.
3. El Prestatario designa a la Secretaría de Asuntos Estratégicos de la Presidencia de la Nación como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales.
4. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el FIDA:

Presidente  
Fondo Internacional  
de Desarrollo Agrícola

Por el Prestatario:

\_\_\_\_\_

5. Se indican a continuación las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Secretaría de Asuntos Estratégicos de Presidencia de la Nación  
Dirección Postal: Balcarce 50  
C.P. C1064AAB CABA – Argentina  
Teléfonos: +54-11-4344-3962  
Correo electrónico: sae@presidencia.gob.ar/ssrfid@presidencia.gob.ar

Por el Fondo:

Presidente  
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Roma, Italia

El presente Convenio se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) para el Fondo y una (1) para el Prestatario y entrará en vigor en la fecha en que tanto el Fondo como el Prestatario lo hayan firmado conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

REPÚBLICA ARGENTINA

\_\_\_\_\_  
[insertar nombre del Representante Autorizado]  
[insertar su título]

Fecha:

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

\_\_\_\_\_  
Presidente

Fecha:

## Anexo 1

### *Descripción del Programa y disposiciones de ejecución*

#### **I. Descripción del Programa**

1. *Área del Programa.* El Programa tendrá cobertura nacional, reconociendo como zonas prioritarias de intervención las áreas de mayor concentración de pobreza dentro de las provincias que, a su vez, presentan mayor incidencia de pobreza rural en el noreste y noroeste del país (NEA y NOA). Se ha acordado que la inclusión de provincias y territorios afuera de NOA y NEA sea sujeta a la no-objeción del FIDA bajo criterios acordados entre las partes e incluidos en el ROP.

2. *Población-objetivo y beneficiarios del Programa.* El Programa considera como grupo objetivo a los pequeños productores y productoras en condición de pobreza que ya producen de forma agroecológica, o en transición a la agroecología (AE), y los pequeños productores y productoras en condición de pobreza con producción convencional con interés en vincularse a la AE, pertenecientes al sector de la Agricultura Familiar, Campesina e Indígena (AFCI) registrados o no en el Registro Nacional de la Agricultura Familiar (RENAF) incluyendo expresamente las mujeres y los jóvenes rurales y los pueblos originarios.

3. *Meta.* La meta del Programa es contribuir a reducir la persistencia de la pobreza de los pequeños productores y productoras rurales pobres de la AFCI (PPAFCI) y mejorar la sostenibilidad de los sistemas alimentarios locales y regionales.

4. *Objetivo.* El objetivo general del Programa es incrementar la resiliencia de los productores y productoras de la agricultura familiar, campesina e indígena, a través de la promoción y apoyo a sistemas de producción y comercialización sustentables e inclusivos.

5. *Enfoque.* La resiliencia de los productores y productoras también incorpora, además de aspectos económicos, financieros y sociales, al cambio climático.

6. *Componentes.:* El Programa consta de tres (3) componentes:

6.1. *Componente 1: Apoyo y financiamiento para la producción y comercialización.* El objetivo de este componente es fortalecer las capacidades de las redes de productores pobres de AFCI interesados en el enfoque agroecológico, sus organizaciones y organizaciones e instituciones de apoyo, a través de inversiones directas en planes elaborados mediante un proceso participativo, el acceso a mercados, y la promoción de "ámbitos" a nivel local (que pueden asumir diversas formas, dependiendo de la realidad local como ser "mesas" u otros mecanismos similares), para facilitar e institucionalizar el diálogo. Además, se espera mejorar las capacidades de las mujeres y las personas jóvenes para el desarrollo de emprendimientos y su inserción laboral.

6.2. *Componente 2: Desarrollo de servicios sistémicos de apoyo a la producción y comercialización.* El objetivo de este componente es coordinar, facilitar, desarrollar e implementar soluciones sistémicas para mejorar la prestación de servicios de apoyo a los AFCI, la comunicación y difusión para la transición hacia la agroecología y su impulso comercial.

6.3. *Componente 3: Gestión de conocimiento, monitoreo, evaluación y administración del Programa.* El objetivo de este componente es (i) asegurar una eficaz y eficiente gestión y seguimiento y evaluación del Programa; y (ii) difundir ampliamente el conocimiento

generado por el Programa que a su vez será utilizado como insumo para la Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST) y para el diálogo de políticas.

## **II. Disposiciones de ejecución**

1. *Organismo Responsable del Programa.* Es el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca (MAGyP) a través de la Dirección General de Programas y Proyectos Sectoriales y Especiales (DIPROSE), dependiente de la Subsecretaría de Gestión Administrativa (SSGA) o la entidad que en el futuro la reemplace. Asimismo, la Secretaría de Agricultura Familiar Campesina e Indígena actuará en el ámbito de su respectiva competencia. Por su parte, la Secretaría de Asuntos Estratégicos, dependiente de la Presidencia de la Nación, actuará como subejecutora del Programa, quedando bajo su responsabilidad los recursos del subcomponente de evaluación del Programa, en coordinación con el Organismo Responsable del Programa.
2. *DIPROSE.* La DIPROSE coordinará y supervisará la ejecución del Programa.
3. *Unidad de Ejecución Provincial (UEP).* A nivel provincial, se establecerán las Unidades de Ejecución Provincial (UEP). Las funciones de la UEP son: (i) Conducir las relaciones con las autoridades nacionales, provinciales y prestadores de servicios; (ii) Implementar los componentes del programa en cada instancia ejecutora, dando cumplimiento a sus objetivos y metas de acuerdo con lo establecido en el Convenio de Financiación y el ROP; (iii) Realizar la asistencia y acompañamiento para la planificación y la ejecución a nivel provincial; (iv) Articular con otros programas y proyectos en los territorios; (v) Realizar el seguimiento y evaluación del desempeño del programa; (vi) Efectuar la administración y el control financiero de los fondos del programa en cada instancia ejecutora; (vii) Suscribir los contratos, convenios de ejecución y adquisiciones según la normativa nacional y las directrices del FIDA.
4. *Reglamento Operativo del Programa (ROP).* DIPROSE preparará el ROP que contiene el marco institucional, normativo, ambiental y social para la ejecución del PROSAF. En sus aspectos institucionales, detalla los principales actores involucrados y las modalidades de cooperación entre ellos, tanto en lo que respecta a cuestiones financieras como operativas.
5. El Programa se ejecutará conforme al presente Convenio y al ROP el cual establece las reglas operativas, administrativas, ambientales y sociales, procedimientos y formatos para la ejecución del Programa por parte del Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa. Cualquier modificación del ROP deberá contar con la no-objeción del Fondo.

**Anexo 2***Cuadro de asignaciones*

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos de Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje
I. Equipos	150 000	100% sin impuestos
II. Inversiones (donaciones y subsidios)	9 230 000	100%
III. Capacitación	770 000	100% sin impuestos
IV. Consultorías (asistencia técnica y servicios de consultaría)	950 000	100% sin impuestos
V. Consultorías (estudios e informes de auditoría)	700 000	100% sin impuestos
Sin Asignación	1 300 000	
<b>Total</b>	<b>13 100 000</b>	

### Anexo 3

#### *Compromisos especiales*

De acuerdo con la Sección 12.01 (a) (xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo puede suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa de solicitar retiros de la Cuenta de Préstamo si el Prestatario ha incurrido en el incumplimiento de cualquier convenio establecido a continuación, y el Fondo, a criterio razonable y justificado, luego de recibir las aclaraciones e información pormenorizada suministradas por el Prestatario o el Organismo Responsable del Programa, ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto material adverso en el Programa:

1. En un plazo de doce (12) meses a partir de la entrada en vigencia del Convenio de Financiación, el Programa entrará en un Memorando de Entendimiento (MoU) con los socios implementadores (Partes en el Programa) que estructurarán la colaboración, definirán roles, responsabilidades y deberes con respecto a la implementación, la gestión ambiental y social, la gestión financiera, contabilidad y presentación de informes.
2. *Planificación, Seguimiento y Evaluación.* El Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa deberá asegurarse de que se establezca un Sistema de Planificación, Monitoreo y Evaluación dentro de los seis (6) meses a partir de la fecha de entrada en vigor de este Convenio.
3. *Género.* El Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa garantizará que el Programa se implemente de acuerdo a las políticas del país y a la política del Fondo en tema de género enfocada al empoderamiento de las mujeres.
4. *Pueblos Originarios (Comunidades Indígenas u Aborígenes).* El Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa se asegurará de que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de los Pueblos Originarios en la implementación del Programa y, con este fin, garantizará que:
  - (a) el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones aplicables de la legislación nacional pertinente sobre Pueblos Originarios;
  - (b) los Pueblos Originarios estén representados de manera adecuada y justa en toda la planificación local de las actividades del Programa;
  - (c) se respeten debidamente los derechos de los Pueblos Originarios;
  - (d) las comunidades de Pueblos Originarios participen en el diálogo sobre políticas y la gobernanza local;
  - (e) se respeten los términos de las Declaraciones, Pactos y/o Convenios ratificados por el Prestatario sobre el tema;
  - (f) El Programa no involucrará la usurpación de territorios tradicionales usados u ocupados por comunidades indígenas originarias.
5. *Cumplimiento con los Procedimientos para la Evaluación Social, Ambiental y Climática (PESAC).* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, se asegurará de que el Programa se implemente de conformidad con el PESAC del FIDA y, más específicamente, de que se tomen las medidas recomendadas en la Sección 6 del PESAC.
6. *Medio Ambiente y Salvaguardias Sociales.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, se asegurará de que: (a) todas las actividades del Programa se implementen en estricta conformidad con las leyes/reglamentaciones pertinentes del Prestatario y los requisitos de la Política medioambiental de FIDA y eventual co-financiador; (b) todas las actividades del Programa presten especial atención a la participación y las

prácticas de la población de minorías étnicas de conformidad con la Política del FIDA de actuación en relación con los Pueblos Indígenas, según proceda; (c) las propuestas de obras civiles incluyan la confirmación de que el Programa no requiere la adquisición involuntaria de tierras o el reasentamiento. En caso de adquisición imprevista de tierras o reasentamiento involuntario en el marco del Programa, el Prestatario informará inmediatamente al eventual co-financiador y al Fondo y preparará los documentos de planificación necesarios; (d) mujeres y hombres recibirán igual remuneración por trabajo de igual valor en el marco del Programa; (e) no se recurra al trabajo infantil en el marco del Programa; (f) se adopten las medidas incluidas en la Estrategia del Enfoque de Género e Inclusión Social, que incorpora el Plan de Acción de Género elaborado por el Programa, y se pongan a disposición los recursos necesarios para su implementación, de manera oportuna; (g) se tomen debidamente todas las medidas necesarias y apropiadas para implementar el Plan de Acción de Género para asegurar que las mujeres puedan participar y beneficiarse de manera equitativa en el Programa; (h) se tomen todas las medidas necesarias y se asignen los recursos para la implementación del Plan de Gestión Social y Ambiental del programa; (i) El Reglamento Operativo del Programa (ROP) incluirá referencia al Procedimiento de quejas del FIDA, cuyo objetivo es permitir que las personas y las comunidades se comuniquen directamente con el FIDA y presenten quejas si creen que el Programa no está cumpliendo con las normas PESAC, para lo cual se incorporará e implementará el Mecanismo de Quejas y Reclamos (MQR), para facilitar la resolución de preocupaciones y reclamos de las partes afectadas por el programa.

7. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de prevención del fraude y la corrupción en sus actividades y operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.

8. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario y las Partes del Programa se asegurarán de que el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta frente al acoso sexual y la explotación y los abusos sexuales, según se modifique periódicamente.

## Logical framework

Results hierarchy	Key performance indicator	MTR target	End target	Means of verification	Assumptions
<b>Outreach</b>	Persons receiving services promoted or supported by the project (C.I. 1) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Women (41%)</li> <li>• Youth (18-29; 30%)</li> <li>• Indigenous people (20%)</li> </ul>	11 627	16 610	Annual SIIG Reports	
	Corresponding number of households reached (C.I. 1.a) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Women-headed households (22%)</li> </ul>	11 050	15 785		
	Estimated corresponding total number of households members (C.I. 1.b)	46 408	66 297		
<b>Goal</b> Contribute to reducing the poverty of poor producers AFCl (PPAFCl) and improving the sustainability of Argentina's food systems	1. PPAFCI increase their income by 10% <sup>4</sup>	59 8f0	13 288	Baseline, MTR and end report based on SIIG and COI evaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Policies on food and food security are maintained.</li> <li>- The conditions post-pandemic allow the adequate provision of program services.</li> <li>-The economic crisis shows improvement</li> </ul>
	2 PPAFCI increase their farm and off-farm production volume by 20% or more <ul style="list-style-type: none"> <li>• Women</li> <li>• Youth (50% women)</li> <li>• Indigenous people</li> </ul>	5 656	12 568		
<b>2. Development Objective</b> improve the resilience of poor AFCl producers by promoting sustainable and inclusive production and commercialization systems that are adapted to climate change	3. PPAFCI that transform/improve their agri-food systems (conventional) to agroecological systems*	5 520	12 268	SIIG Reports, Final Evaluation and Survey at baseline, MTR and End	<ul style="list-style-type: none"> <li>- There are policies and incentives that favour the agroecological productive transformation</li> <li>- The effects of CC are kept within the parameters established at the national level and the CCA measures are applied.</li> <li>- There are favourable policies for the gender and youth approach</li> <li>- Extreme weather events have limited effects on production.</li> </ul>
	4. Women, youth and indigenous people demonstrating an improvement in empowerment (I.E. 2.1) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Women</li> <li>• Youth (50% women)</li> <li>• Indigenous people</li> </ul>	2 451	5 447	Baseline, MTR and end report based on SIIG Reports, TAPE and COI survey	
	5. PPAFCI with increased resilience (20% or more)*	5 980	13 288		
	6. PPAFCI reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices (C.I. 3.2.2)*	5 980	13 288	Baseline, MTR and End SIIG Report and COI Survey	
	7. PPAFCI satisfied with the services provided by the programme (SF.2.1)	45%	80%	Final survey	
R1. PPAFCI, women and youth, and their organisations, have strengthened productive and commercialization systems with an agroecological (AE), nutrition, gender, social inclusion, CC	8. PPAFCI reporting adoption of new or improved AE inputs, technologies or practices (C.I. 1.2.2)*	8588	12 268	COI Survey at Baseline, MTR and End	
	9. PPAFCI declaring access to digital innovations and developed alternatives for accessing markets and financing*	8798	12 568		

<sup>4</sup> The indicator also has a target of women (41%), youth (30%) and indigenous people (20%)

\* This indicator has also specific targets for women, youth and indigenous people. The full Logical Framework can be found in the PDR.

Results hierarchy	Key performance indicator	MTR target	End target	Means of verification	Assumptions
adaptation and environmental management approach	10. Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (CI.1.2.9)*	50%	80%		
R.2 PPAFCI and their organizations participate in AE policy dialogue spaces	18 PPAFCI participate in AE policy dialogue spaces*	100	100	COI Survey (base, MTR and end)	
	19 HH reporting they can influence decision-making of local authorities (SF2.2)	30%	70%		
R.3. Rural young people with strengthened skills for employment and entrepreneurship	11 Young with improved employment and entrepreneurship capacities and AE trainings	800	1 300	COI Survey at Baseline, MTR and End	Youth express their interest in education and business development networking
1.1 AE Networks, POs, and Young Groups with productive or commercialization investments and strengthening of their organizational capacities	12. AE Networks, POs and Young Groups with productive or commercialization investments and organizational strengthening <ul style="list-style-type: none"> <li>• AE Network</li> <li>• POs</li> <li>• Youth enterprises</li> </ul>	316 8 140 168	452 12 200 240	Annual SIIG Reports	
1.2 Trainings and other supports to PPAFCI	13 PPAFCI trained in AE production practices and/or technologies (C.I 1.1.4)*	8 305	16 610		
	14 POs supported to improve their natural resources and climate risks management (CI 2.1.3)	316	452		
	15. HHs with targeted support to improve their nutrition (C1.1.8)*	8 305	15 785		
2.1 Participatory spaces for dialogue on the application of policies and services for AE systems	22. Participatory platforms that receive support remain active (CI P2)	20	20	Annual SIIG Reports and Evaluation Survey	
2.2 Dialogue spaces (“Ámbitos” y “mesas”) develop instruments to support AE	23 Roundtables develop products to support AE (CI, P1)	10	20		
3.1 Young-led enterprises linked to incubators	16 Young-led enterprises are linked to incubators	175	250	Annual SIIG Reports	Rural youth are interested in the creating of a network and in developing enterprises
3.2 Youth networks developed	17 Youth network platform developed	0	1		
R.4 PPAFCI increase their confidence in the use of digital and alternatives tools to access market and financing s	20 PPAFCI increase their confidence in the use of digital and alternatives tools to access market and financing*	5 364	11 920	COI Survey (base, MTR and end)	
R.5 Extended and strengthened TA (AE)	21 TA providers strenghtehned (40% women) (new or existent)	3 920	5 600	COI Survey (base, MTR and end)	
4.1 Digital and alternative comercial and financing innovations developed	24. Digital and alternative innovations developed, by type: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Block chains/SPG (Agritech)</li> <li>• E-commerce (private platform)</li> <li>• FOCOs (digital) / Fintech/</li> <li>• Commercial facilities improved</li> <li>• Link with public purchase programmes</li> <li>• Formalization of SPGs</li> </ul>	32	32	Annual SIIG Reports	Local governments provide public facilities to market AE products
5.1 & 5.2. AE virtual and in-person AE training programme developed and TA providers trained	26 Training programme developed in AE, gender and nutrition: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Training programme developed</li> <li>• TA providers trained</li> </ul>	1 4 900	1 7 000	Annual SIIG Reports	

## Matriz integrada de Riesgos del Programa

Categoría de riesgo / Subcategoría	Inherente	Residual
<b>Contexto nacional</b>	Substancial	Substancial
<b>Compromiso político</b>	Substancial	Moderado
<p><b>Riesgo:</b> En la actualidad, el sector de la AF, el desarrollo rural y la agroecología cuentan con prioridad política alta en el marco de las políticas del país (por ejemplo, el Plan Argentina contra el Hambre y la política para la AF y la agroecología) y, en general, el sector agropecuario y la tendencia hacia la agroecología se estima que se mantendrán o se reforzarán. Sin embargo, un eventual cambio de signo político en las elecciones de 2023 podría afectar la prioridad política, como fue el caso durante el gobierno anterior.</p>		
<p><b>Medidas de mitigación:</b> Los temas tratados por el Programa responden a un marco de políticas de fondo (desarrollo rural, reequilibrio territorial y agroecología) que pueden ser mantenidos vigentes y prioritarios frente a eventuales cambios de orientación política central, por medio de la capacidad de generar consenso por parte de Organizaciones de Productores (a nivel nacional), la sociedad civil y las provincias interesadas, en alianzas con el FIDA. En este sentido la posibilidad del Programa de desarrollar iniciativas con cobertura nacional representa un aspecto que favorece y refuerza la posibilidad de dar continuidad a las políticas que enmarcan el accionar del Programa. La asociación con el INTA, y con el SENASA, organismos importantes y de alcance nacional directamente vinculados al MAGyP, mitiga este riesgo, asegurando el diálogo entre los niveles federal, provincial y estatal. La etapa de diseño del Programa, que ha involucrado y consensuado con las Autoridades y el sector público los enfoques y objetivos del mismo y al mismo tiempo ha involucrado una fuerte consulta y diálogo con los socios, entidades Provinciales, así como con diversas instituciones asociadas (como el INTA y el SENASA) y partes interesadas como la sociedad civil, organizaciones de agricultores a diferentes niveles (locales y nacionales), centros de investigación, entre otros. Adicionalmente al dialogo permanente con las Autoridades de Gobierno Federal, que se mantendrán intensas en el marco de las actividades de implementación del Programa, el FIDA aprovechará las Misiones de Supervisión y de Apoyo para mantener consultas con las partes interesadas y para garantizar un intercambio de información y un diálogo fluido. Estas actividades serán fortalecidas y visibilizadas por medio de eventos y difusión de información alimentada por el Manejo del Conocimiento, para garantizar la visibilidad del Programa y mantenerlo en la agenda prioritaria de las políticas nacionales. Se pondrá énfasis en el mantenimiento de contactos y colaboración con las Provincias y con el Foro de Agricultura Familiar y el Consejo Nacional de</p>		

Agricultura Familiar, Campesina e Indígena (instancias nacionales).		
<b>Gobernanza</b>	Moderado	Moderado
<b>Riesgo:</b> La DIPROSE ha sufrido cambios en sus equipos profesionales y técnicos, y debilitación en su vinculación con el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca (MAGyP) y el Gobierno en general durante el gobierno anterior. Durante el último cambio de gobierno, los efectos sobre la capacidad de gobernanza de DIPROSE y de las otras entidades involucradas en la implementación han sido relativamente menores y las dificultades de la cartera no han sido generadas por estas causas. El actual gobierno pone mucha atención a la eficiente implementación de los Programas a cargo de DIPROSE que, en la actualidad, se encuentra en un proceso de fortalecimiento de capacidades operativas y de posicionamiento de importancia y relieve en el ámbito del MAGyP y de la política nacional.		
<b>Medidas de mitigación:</b> Este riesgo de fallas o debilidades en la gobernanza, que de por si es moderado, se mitigará mediante el diálogo tanto con DIPROSE como con el MAGyP, y dando una alta atención al fortalecimiento continuo de las capacidades de la DIPROSE. Esto se logrará con un acompañamiento continuo del proceso de fortalecimiento de DIPROSE (y de sus vínculos con el MAGyP y con las Provincias) mediante las misiones de apoyo y supervisión de la implementación por parte del FIDA y de las demás agencias internacionales (BM, BID, CAF etc.) que trabajan con ella. Esto mitigará los riesgos relacionados con gobernanza (las auditorías, el flujo de información transparente sobre las normas, reglamentos y decisiones gubernamentales, el fraude y la corrupción y la calidad y transparencia de la asignación de recursos para el desarrollo rural). Así mismo se capitalizarán y ampliarán las capacidades adquiridas con proyectos anteriores del FIDA y otras agencias ejecutados por la misma DIPROSE, y del acompañamiento de los organismos de cooperación internacional en los temas mencionados. Esta sinergia de acciones permite y permitirá una substancial mitigación de estos riesgos.		
<b>Factores macroeconómicos</b>	Alto	Alto
<b>Riesgo:</b> Las restricciones económicas se mantienen por recuperación lenta y la devaluación y la inflación se mantienen altas, provocando reducido espacio fiscal y una sub-demanda del préstamo		
<b>Medidas de mitigación:</b> Este riesgo es de difícil mitigación por parte del FIDA. Sin embargo, existen espacios de mitigación que se pueden lograr por medio del diálogo político amplio permanente con el gobierno, sobre todo con la Secretaria de Asuntos Estratégicos (SAE) de la Presidencia de la Nación, que, bajo el actual gobierno, es la Autoridad central para la toma de decisiones de asignaciones		

<p>presupuestarias. Este dialogo será sustentado por la evidencia de los resultados del Programa durante la implementación gracias a la estrategia de gestión del conocimiento y de comunicación del mismo. El FIDA apoyará y acompañará la decisión actual del Gobierno de combinar formas de ejecución centralizadas (que superan la obligatoriedad de las Provincias de asumir compromisos frente a la deuda) con ejecución mixta, que es una forma de mitigación de este riesgo y facilita el flujo de fondos, como se ha aprendido con la implementación de los proyectos anteriores. Adicionalmente, como ya experimentado con la cartera actual afectada por las limitaciones presupuestarias de los años pasados, el FIDA apoyará la DIPROSE, en consulta con el MAGyP y la SAE en la preparación de escenarios y proyecciones de inversión y analizará cómo y en qué manera afectarían la implementación del Programa. De acuerdo a esos escenarios se prestará un atento seguimiento a la preparación de los proyectos de presupuesto anuales, así como a sus ampliaciones o ajustes</p>		
<b>Fragilidad y seguridad</b>		No corresponde
No se identifican riesgos		
<b>Estrategias y políticas sectoriales</b>	Moderado	Bajo
<b>Armonización de políticas</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> Cambio de prioridades de política por parte del gobierno actual, o establecimiento de nuevas políticas por parte de un gobierno diferente posterior a las elecciones presidenciales.		
<p><b>Medidas de mitigación:</b> El diseño del programa está totalmente alineado a las prioridades determinadas por el gobierno en términos de políticas económico-sociales (plan “Argentina contra el Hambre”) y en términos de estrategia de recuperación económica post-COVID orientada al desarrollo de sistemas alimentarios sostenibles (el Programa es un instrumento para la implementación del cuarto pilar de la estrategia). El trabajo en conjunto con la contraparte del gobierno nacional asegura su alineamiento con las políticas de la gestión vigente, en particular para la AFCI, género, juventud y agroecología. Con el gobierno actual, el alineamiento es total y en el corto periodo se espera una profundización de esos lineamientos.</p> <p>En caso de un cambio futuro de gobierno (después las elecciones presidenciales en 2023), se asegurará el diálogo de forma inmediata buscando la articulación con las políticas del nuevo gobierno en temas convergentes. Una experiencia positiva se ha dado ya con la adaptación parcial del programa PROCANOR para asegurar su alineamiento a una nueva estrategia nacional “En Nuestras Manos”, orientada a mejorar los medios de vida de las mujeres rurales campesinas e indígenas. Ejercicios similares en el futuro permitirán mantener alta la relevancia del Programa.</p>		
<b>Formulación y aplicación de políticas</b>	Moderado	Bajo

<b>Riesgo:</b> . El alineamiento del Programa con las políticas y prioridades nacionales reduce el riesgo de obstáculos para el dialogo de políticas y el desarrollo de políticas e implementación de las misma, dirigidas a la AFCI y a la agroecología.		
<b>Medidas de mitigación:</b> El Programa seguirá desarrollando los vínculos y los diálogos iniciados con la cartera en el país y con el COSOP, que han sido fortalecidos y profundizados en la etapa de diseño. Así mismo se han asignado recursos para el manejo del conocimiento y para el dialogo de políticas, en especial con el MAGyP. El Programa incluye muchas instancias de participación ciudadana (como las mesas territoriales, o la formulación participativa de planes), que permiten crear un alto nivel de apropiación entre los beneficiarios y socios del Programa.		
<b>Contexto ambiental y climático</b>	Alto	Moderado
<b>Vulnerabilidad del proyecto a las condiciones ambientales</b>	Alto	Moderado
<b>Riesgo:</b> 1) Incendios; 2) Déficit/stress hídrico; 3) Contaminación de agua y suelos; 4) Erosión y degradación de suelos; 5) Desaparición o disminución de servicios ecosistémicos, y 6) Vacíos de información sobre biodiversidad y especies amenazadas que sirven de soporte a la AE		
<b>Medidas de mitigación:</b> . a) realización de estudios a fin de identificar malas prácticas y potenciar las buenas, b) identificación de saberes ancestrales de las comunidades indígenas que contribuyan al manejo sostenible de los recursos naturales, 4) articulación con organismos e instituciones públicas y privadas que se encuentren desarrollando acciones para afrontar los riesgos identificados a fin de proyectar su aplicación al programa, 5) capacitaciones presenciales y virtuales a técnicos del programa así como a la población meta del mismo, y la identificación, implementación y usos de tecnologías, tanto basadas en la naturaleza como TICS, para la prevención, mitigación y adaptación al riesgos ambientales		
<b>Vulnerabilidad del proyecto a los efectos del cambio climático</b>	Alto	Moderado
<b>Riesgo:</b> 1) Sequias; 2) Inundaciones; 3) Incrementos de eventos de temperatura extrema/olas de calor; 4) Tormentas, tornados y granizo; 5) Emisiones de GEI y 6) Acrecentamiento de enfermedades vinculadas al cambio climático en la población meta		
<b>Medidas de mitigación:</b> 1) Realización de estudios a fin de identificar malas prácticas y potenciar las buenas como así también especies animales y vegetales de producción AE adaptadas a los riesgos climáticos, 2) Identificación de saberes ancestrales de las comunidades indígenas que contribuyan a adaptación a los fenómenos climáticos, 3) Articulación con organismos e instituciones públicas y privadas que se encuentren desarrollando acciones para afrontar los riesgos climáticos identificados a fin de proyectar su aplicación al programa, 4) Capacitaciones presenciales y		

virtuales a técnicos del programa, así como a la población meta del mismo; y 5) Identificación, implementación y usos de tecnologías, tanto basadas en la naturaleza como TICS, para la prevención, mitigación y adaptación al riesgos climáticos.		
<b>Alcance del proyecto</b>	Moderado	Bajo
<b>Pertinencia del proyecto</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> El riesgo que el Programa no sea pertinente o sea poco relevante es muy bajo, debido a los análisis y consultas llevadas a cabo en la etapa de diseño, donde se desprende la importancia de este Programa para el GdA y sobre todo se registran las expectativas de las organizaciones de productores y de la sociedad civil. Los temas priorizados por esta últimas, coincidentes con la visión del GdA, dado que el enfoque agroecológico, género y de inclusión de jóvenes y población indígena, temas que son centrales en el Programa, están totalmente alineados al marco de políticas y prioridades. En el caso de género, se puede señalar la pertinencia de la propuesta demostrada con iniciativas como la del MAGyP (con financiamiento de PROCANOR, programa financiado por FIDA) del programa "en Nuestras Manos", que ha tenido una muy elevada visibilidad y muy alta demostración de interés por parte de grupos de mujeres. Adicionalmente, existe un marcado interés de las organizaciones de productores de la AFCI y de la Sociedad civil. El Plan contra el Hambre es el marco de política general al cual es alineado el Programa, que se suma y se integra a los esfuerzos nacionales para la seguridad alimentaria.		
<b>Medidas de mitigación:</b> Con el fin de garantizar la pertinencia del Programa, el diseño se llevó a cabo bajo una estricta vinculación y consultas a varios niveles lo que permitió recoger las propuestas, lineamientos, recomendaciones y sugerencias del GdA y de las Organizaciones de productores (a diferentes niveles). Estas orientaciones y manifestaciones de interés se incorporaron al diseño del Programa. Por lo tanto este riesgo es bajo y el FIDA mantendrá el seguimiento y un dialogo constante con las autoridades nacionales y con las Organizaciones de pequeños productores de la AFCI, para asegurar la vigencia y pertinencia de las propuestas y de las actividades por medio de las misiones de supervisión y las actividades de manejo del conocimiento		
<b>Solidez técnica</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> Las actividades y objetivos establecidos por el Programa pueden carecer del sustento técnico que permita llevarlos a cabo, en particular en el tema de la agroecología y de las innovaciones en TICs, comercialización y financiamiento FOCOs, por el riesgo de que las técnicas propuestas no se apliquen correctamente o que el personal de implementación del Programa, sobre todo a nivel territorial, carezca del perfil técnico necesario para la implementación.		
<b>Medidas de mitigación:</b> Medidas de mitigación:		

<p>El Programa incluye marcados elementos innovadores, para un programa del FIDA en el país: el foco en la agroecología, fuerte adopción de la agenda de inclusión (genero, juventud), el enfoque territorial como base para el dialogo de políticas, así como elementos de innovaciones vinculados a las TICs y a sistemas de financiamiento como los FOCOs. Por lo tanto, el FIDA prestará todo el apoyo necesario para la implementación de manera constante y continua. Ya a partir de la etapa de diseño se ha tomado en cuenta la necesidad de mitigar este riesgo con un trabajo muy analítico contando con la con la participación de especialistas para todas las temáticas relevantes del proyecto, y por medio de un proceso de control de calidad del FIDA como del gobierno nacional. Se ha desarrollado un proceso de consulta y se han involucrado en la etapa de diseño, los aportes técnicos del INTA, del SENASA, de Universidades y de algunos Gobiernos Provinciales, así como el aporte de las organizaciones y REDES que ya están involucradas en la producción agroecológica.</p> <p>La mitigación de este riesgo se logrará a partir de la amplia disponibilidad de información tecnológica, disponibilidad de información y de tecnología social, de tecnología para la producción, para los sistemas TICs, así como a partir de todo el acervo de las lecciones aprendidas con la implementación de los proyectos FIDA con DIPROSE, en particular en los aspectos de focalización, inclusión de género e indígenas, identificación y aprobación de propuesta de inversión, ejecución y seguimiento y evaluación. Complementan la disponibilidad de material técnico para mitigar los riesgos: i) el Estudio sobre AE en NOA y NEA,( Redes Operativas Territoriales que Articulan Organizaciones de Productores Pobres Rurales en el Noroeste y Noreste De Argentina a Escala Local y Regional) preparado por la Universidad de Rosario, con relevante información que puede guiar la implementación del Programa; ii) la vinculación con el Consejo de Agricultura Familiar, coordinado por el MAGyP y con Organizaciones de productores vinculadas a la AE. Este conjunto de elementos que debería permitir una mitigación de los riesgos técnicos y sociales y ambientales en la etapa de implementación.</p> <p>El Programa cuenta con aliados como el INTA y el SENASA, además de contactos con las Universidades y centros de investigación que pueden mitigar los riesgos técnicos y los riesgos de innovación en TICs. El Programa prevé una importante actividad de formación y de capacitación técnica virtual y presencial, para los productores y para los técnicos responsables de los servicios de Asistencia técnica.</p>		
---	--	--

<p>El FIDA asegurará su apoyo a DIPROSE y al GdA para la implementación de este proyecto, poniendo al alcance de los implementadores y ejecutores las informaciones, también lecciones aprendidas y metodologías y técnicas disponibles en otros países (Por ejemplo, Brasil con DAKI). En ese sentido el sistema de manejo del conocimiento y la propuesta de SSTC del proyecto, ofrece una plataforma de intercambio que puede resultar clave en el proceso.</p> <p>Un elemento relevante para la mitigación del riesgo responde a la cooperación entre el FIDA y la FAO en el país, sobre prácticas agroecológicas, el mapeo de las organizaciones en el país y la utilización “piloto” de la Herramienta para la Evaluación del Desempeño Agroecológico (TAPE, por sus siglas en inglés) y se buscará el apoyo de FAO, entre otros, en la asistencia técnica para la capacitación, aplicación y análisis de AE, y el desarrollo de políticas a nivel provincial y nacional.</p> <p>La historia de implementación de proyectos FIDA por parte de DIPROSE y el establecimiento del sistema de No objeción para su contratación aseguran la calidad del personal involucrado. El Programa para enfrentar la posible debilidad de la oferta de servicios especializados, incluye en el Componente 2 acciones y actividades en alianza con instituciones como el INTA y SENASA, de formación de especialistas, de capacitación y de transferencia de conocimientos y tecnologías.</p> <p>DIPROSE, como entidad implementadora del Programa es responsable de la ejecución de estas actividades que deben ser adelantadas ya en el primer año de operaciones para contar con una masa crítica suficiente de técnicos y su distribución equilibrada en el territorio, y deberá ser mantenida de manera permanente</p>		
<b>Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad</b>	Moderado	Moderado
<b>Mecanismos de ejecución</b>	Moderado	Moderado
<p><b>Riesgo:</b> La implementación estará a cargo de la DIPROSE institución que en los últimos 10 años ha ejecutado los programas del FIDA en el país y es la continuidad de la ex-UCAR, habiendo absorbido el personal y los profesionales y técnicos. Cuenta con amplia experiencia, capacidad, liderazgo y recursos humanos formados y capacitados con experiencia, y no obstante haya sufrido recortes de personal en el gobierno anterior, se encuentra actualmente en una etapa de fuerte reorganización bajo el liderazgo del nuevo Director General. El desafío del Programa con fuerte énfasis en agroecología género, jóvenes, adicionalmente a nutrición e indígenas y cambio climático, podría poner bajo presión la capacidad operativa de la DIPROSE, en particular en algunas áreas operativas Podría existir un riesgo alto relativo a los tiempos del proceso de adhesión de las provincias al Programa en caso en que se</p>		

<p>aplicara la modalidad de convenios subsidiarios de préstamo a las provincias. Este riesgo se ha presentado frecuentemente y tuvo en particular un impacto muy fuerte en el caso de las dos operaciones en marcha (PROCANOR, PRODECCA).</p>		
<p><b>Medidas de mitigación:</b> El FIDA continúa una colaboración constante con la DIPROSE, fortaleciendo los eventuales puntos débiles que se puedan manifestar, con especial atención a los temas más sensibles mencionados como posibles riesgos. En la etapa de diseño el FIDA ya ha señalado a la DIPROSE la importancia de fortalecer con personal especializado las áreas sociales y ambientales de la institución y el FIDA seguirá acompañando el proceso en paralelo con el avance de las etapas de aprobación del programa para contar desde el inicio con la capacidad instalada adecuada a las necesidades.</p> <p>La responsabilidad recae en DIPROSE que deberá contar con la capacidad operativa prevista para el segundo semestre de 2021</p> <p>La política del actual Gobierno impulsa un mecanismo de ejecución con modalidades diversificadas, : i) centralizadas; ii) mixtas (centralizada y descentralizada), iii) por intermedio de instituciones como el INTA. Esto hace más fácil acomodar las exigencias de cada provincia y agiliza los trámites de adhesión (evidencia en la cartera en curso).</p>		
<p><b>Mecanismos de seguimiento y evaluación</b></p>	Moderado	Bajo
<p><b>Riesgo:</b> El Programa utilizará el sistema de S&amp;E ya en funcionamiento en la DIPROSE para los proyectos PROCANOR y PRODECCA del FIDA así como los proyectos de los demás organismos internacionales (BM, BID, CAF etc.), en implementación, y se han ya acordado medidas de mejoramiento, por medio de las misiones de supervisión, y medidas puntuales para este Programa (como el indicador para empoderamiento de las mujeres) que se han ya acordado. Pueden existir algunas debilidades, en particular en la relación e integración con los sistemas de las provincias.</p>		
<p><b>Medidas de mitigación:</b> El Sistema y el equipo de S&amp;E es el mismo para todos los programas de financiamiento internacional que implementa la DIPROSE. Esta vinculación con otros financiadores internacionales permite la incorporación continua de buenas prácticas y la fertilización cruzada con otras experiencias positivas. La DIPROSE, como señalado en el último informe de Supervisión de la cartera FIDA, ha incorporado todas las recomendaciones pendientes de la misión anterior y ha mejorado su calificación de 3 a 4. Adicionalmente ha encaminado acciones que se espera puedan permitir mejorar aún más su calificación futura, inclusive con capacidad de adaptarse y responder a las exigencias del nuevo Programa. La DIPROSE ha elaborado de forma conjunta con la especialista de S&amp;E de FIDA un plan de fortalecimiento del sistema de S&amp;E general, compartido con los otros programas en la cartera. Se establecerán mejoras para asegurar procesos efectivos de medición del desempeño (impactos, efectos, productos),</p>		

<p>incrementar las acciones de conocimiento para el aprendizaje y la promoción del uso de la información general. Se espera que parte de las actividades para el mejoramiento del SE se podrán realizar en el periodo previo a la entrada en vigor, e incluirán entre otros: ajustes al sistema informático (SIIG), en aspectos como recopilación de información, medición de indicadores (sistema de indicadores).</p> <p>La responsabilidad recae en DIPROSE (con el acompañamiento del FIDA) y el objetivo de contar con estos avances antes de junio 2021, incluyendo, de concretarse la posibilidad de pre inversión con el Estudio de Línea de Base antes de la efectividad del programa.</p>		
<b>Gestión financiera del proyecto</b>	Moderado	Bajo
<b>Organización y dotación de personal del proyecto</b>	Moderado	Bajo
<p><b>Riesgo:</b> Las Unidades Ejecutoras Provinciales (UEP) existentes que están ejecutando el PRODECCA, PROCANOR y PRODERI aún son débiles en el manejo financiero, en los proyectos en marcha se evidencia debilidades de control interno y retrasos importantes en la rendición de cuentas de fondos transferidos a los OPP, que ha retrasado la ejecución de los proyectos.</p>		
<p><b>Medidas de mitigación:</b> Realizar actividades permanentes de capacitación, apoyo y supervisión a las UEP, a fin de crear las capacidades necesarias en gestión financiera, adquisiciones y contrataciones y fortalecer capacidades para asistir a las OPP, Redes y Grupo de jóvenes en el adecuado manejo de los recursos, adquisiciones y contrataciones y la rendición de cuentas. El Programa también coordinará con el FIDA Talleres de Arranque con las UEP que permitirán el fortalecimiento de la gestión financiera de fondos FIDA.</p>		
<b>Elaboración de presupuestos del proyecto</b>	Alto	Substancial
<p><b>Riesgo:</b> En los últimos años la asignación presupuestaria tanto de recursos Préstamo FIDA como recursos de Contraparte Fiscal de los proyectos en ejecución del FIDA ha sido insuficientes frente a los montos requeridos, lo que ha frenado la ejecución, ha limitado el nivel de desembolsos de los recursos de los préstamos y donación.</p>		
<p><b>Medidas de mitigación:</b> Establecer y mantener espacios de Coordinación entre la SAE-ONP- DNPOIC-MAGyP-DIPROSE-FIDA, en los cuales se analice y se logre los espacios y asignaciones presupuestarias requeridas por el proyecto.</p>		
<b>Flujo de fondos y desembolsos del proyecto</b>	Substancial	Moderado
<p><b>Riesgo:</b> (i) Las OPP presentan limitaciones en la gestión de recursos y su rendición, los tiempos muy prolongados para la rendición de cuentas de los fondos transferidos, retrasa la ejecución de los Proyectos.</p> <p>(ii) No existen directrices adecuadas para la valoración y el registro de la contraparte de los beneficiarios. En el sistema</p>		

<p>UEPEX no se encuentran registrados estos aportes de los proyectos en ejecución.</p> <p>(iii) Bajas tasas de desembolsos de los recursos de los créditos, por falta de asignación presupuestaria</p>		
<p><b>Medidas de mitigación:</b>, (i) Capacitar, acompañar y supervisar de manera permanente a las OPP, Redes y Grupos de Jóvenes a fin de asegurar el adecuado manejo de los recursos y su correcta y oportuna rendición; Así como también incluir dentro de los Planes de Fortalecimiento la contratación de un técnico financiero que brinde asistencia técnica en el manejo de recursos, procesos de adquisiciones y contrataciones y en la preparación de la rendición de cuentas.</p> <p>(ii) Incluir dentro del ROP el mecanismo de valoración, control y registro del aporte de los beneficiarios.</p> <p>(iii) El MAGyP en calidad de Organismo responsable del Programa aprovechará el interés del nuevo Gobierno de apoyar la agricultura familiar, estableciendo y manteniendo espacios de Coordinación entre la SAE-ONP- DNPOIC-MAGyP-DIPROSE-FIDA, en los cuales se analice y se logre los espacios y asignaciones presupuestarias requeridas por el Programa</p>		
<b>Controles internos del proyecto</b>	Bajo	Bajo
<p><b>Riesgo:</b> Sólida estructura de control interno basado en las Normas Generales de Control Interno para el Sector Público Nacional y respaldada en una adecuada estructura orgánica, términos de referencia donde se define claramente funciones y responsabilidades del personal, reglamentos e instructivos que describen las políticas y procedimientos técnicos y administrativos financieros, equipo financiero responsable del Control Interno que se encarga principalmente de la revisión de las rendiciones de las OPP a fin de verificar que los fondos se hayan gastado conforme lo acordado en los convenios de financiación. Dentro del MAGyP se cuenta con una Unidad de Auditoría Interna UAI, que se encarga del seguimiento a las recomendaciones realizadas por la AGN a través de planes de acción</p>		
<b>Medidas de mitigación:</b> NA		
<b>Presentación de información contable y financiera del proyecto</b>	Bajo	Bajo
<p><b>Riesgo:</b> El sistema contable utilizado por la DIPROSE es el UEPEX que es una herramienta amigable que contribuye a realizar una administración financiera efectiva, eficiente y económica de los fondos provistos de financiamiento externo, este sistema es del gobierno y cumple con los requisitos exigidos por el FIDA. Se encuentra actualizado lo cual permite generar información confiable y oportuna solicitada por los Organismos Financiadores sobre la ejecución a nivel de Categoría de Gasto, Componente y Fuente de Financiamiento, permite generar Estados Financieros para su oportuna</p>		

presentación al FIDA y generar los reportes necesarios para la presentación de solicitudes de desembolsos.		
<b>Medidas de mitigación:</b> NA		
<b>Auditoría externa del proyecto</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> Los estados financieros de los proyectos de la DIPROSE son examinados por la AGN, cuyos informes de los dos últimos años han sido altamente satisfactorios; sin embargo los plazos de entrega de los informes han tenido ciertos retrasos, especialmente en el último año debido a las limitaciones por la emergencia sanitaria mundial por el Covid-19 y por la falta de coordinación con la AGN.		
<b>Medidas de mitigación:</b> Establecer acuerdos entre las autoridades de la DIPROSE y la AGN que aseguren la entrega de los Informes de Auditoría dentro del plazo establecido; dichos acuerdos pueden consistir en: Fijar una fecha tope para que la DIPROSE entregue los estados financieros a la AGN; La DIPROSE debe solicitar por escrito a la AGN durante el último trimestre de cada año, que incorpore en su Plan de Trabajo (año siguiente) las auditorías de los proyectos DIPROSE; la AGN incorpore en su Plan de Trabajo Anual las auditorías a los Proyectos de la DIPROSE con el carácter de prioritario; Designar funcionarios responsables tanto de la DIPROSE como de la AGN del seguimiento al cumplimiento de los acuerdos y del seguimiento a la ejecución de la auditoría y entrega del informe del auditoría.		
<b>Adquisiciones y contrataciones</b>	Bajo	Bajo
<b>Marco jurídico y reglamentario</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> El Estado argentino cuenta con un buen ordenamiento legal del sistema nacional de contratación pública. La DIPROSE tiene un sector responsable de las adquisiciones y contrataciones de los Proyectos.		
<b>Medidas de mitigación:</b> Tanto las revisiones previas como las posteriores que se realicen durante las misiones de supervisión deberán verificar el cumplimiento de la normativa vigente		
<b>Rendición de cuentas y transparencia</b>	Moderado	Moderado
<b>Riesgo:</b> En la legislación están bien definidas las responsabilidades administrativas, sin embargo, es débil el sistema previsto para hacer reclamos sobre los actos de ese orden.		
<b>Medidas de mitigación:</b> Verificar que se indiquen claramente, en los documentos de adquisiciones, las formas de reclamar y las disposiciones del FIDA sobre prácticas prohibidas		
<b>Capacidad en adquisiciones y contrataciones públicas</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgos:</b> Los miembros del personal encargado tienen experiencia en la gestión de adquisiciones y contrataciones públicas con financiamiento de organismos internacionales (FIDA y otros).		

<b>Medidas de mitigación:</b> Durante las misiones se verificará que la oficina responsable mantiene la calidad y cantidad necesaria de personal para atender debidamente las tareas requeridas por el Proyecto		
<b>Procesos de adquisición y contratación pública</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> Métodos de adquisiciones y contrataciones conformes con las directrices del FIDA		
<b>Medidas de mitigación:</b> Se constatará de manera permanente que se apliquen normas y procedimientos debidamente apegados a las directrices del FIDA en materia de adquisiciones.		
<b>Impacto ambiental, social y climático</b>	Moderado	Bajo
<b>Conservación de la biodiversidad</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> Malas prácticas en la implementación de las actividades del programa que puedan contribuir a la degradación de los ecosistemas o tener un impacto negativo en la flora y fauna nativa		
<b>Medidas de mitigación:</b> Medidas de mitigación: 1) Realización de estudios a fin de identificar malas prácticas y potenciar las buenas, 2) identificación de saberes ancestrales de las comunidades indígenas que contribuyan al manejo sostenible de los recursos naturales, 3) articulación con organismos e instituciones públicas y privadas que se encuentren desarrollando acciones para afrontar los riesgos identificados a fin de proyectar su aplicación al programa, 4) capacitaciones presenciales y virtuales técnicos del programa como a la población meta del mismo, y la identificación, implementación y usos de tecnologías, tanto basadas en la naturaleza como TICS, para la prevención, mitigación y adaptación al riesgos ambientales		
<b>Eficiencia del uso de los recursos y prevención de la contaminación</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> Malas prácticas en la implementación de las actividades del programa que pueden implicar una extracción o uso en exceso de recursos naturales o constituir un potencial contaminante de agua y/o suelo		
<b>Medidas de mitigación:</b> 1) Realización de estudios a fin de identificar malas prácticas y potenciar las buenas, 2) Identificación de saberes ancestrales de las comunidades indígenas que contribuyan al manejo sostenible de los recursos naturales, 3) Articulación con organismos e instituciones públicas y privadas que se encuentren desarrollando acciones para afrontar los riesgos identificados a fin de proyectar su aplicación al programa, 4) Capacitaciones presenciales y virtuales a técnicos del programa, así como a la población meta del mismo, y la identificación, implementación y usos de tecnologías, tanto basadas en la naturaleza como TICS, para la prevención, mitigación y adaptación al riesgos ambientales		
<b>Patrimonio cultural</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> El riesgo de que el programa cause una afectación relevante en los recursos culturales o físicos, incluidas las amenazas a recursos de importancia histórica, religiosa,		

cultural, humanidad y/o perdida de alimentos subutilizados como parte de la cultura alimentaria de pueblos indígenas		
<b>Medidas de mitigación:</b> Se implementarán mecanismos de consulta y de consentimiento como un criterio para la aprobación de las propuestas y planes de fortalecimiento para evitar los posibles efectos perjudiciales, o cuando no sea posible evitarlos, reducir al mínimo o mitigar esos efectos, o bien prever las compensaciones correspondientes. Asimismo, el programa no se ejecutará en las zonas que han sido declaradas como patrimonio cultural de la humanidad		
<b>Pueblos indígenas</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> Afectación de derechos colectivos de los pueblos indígenas		
<b>Medidas de mitigación:</b> 1) Desarrollo e implementación del FPIC; 2) Para la intervención con población indígena considerar el uso de idiomas indígenas en la formulación de los proyectos de inversión y documentos de difusión; 3) Considerar la participación de las organizaciones representativas de los pueblos indígenas		
<b>Condiciones laborales y de trabajo</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> En el modelo de identificación de riesgo del trabajo infantil para los 511 departamentos arrojan un riesgo promedio a nivel departamental del 6,54% de un total 101,282 niños, niñas y adolescentes (NNyA). En la zona rural hay 117,091 NNyA que realizan actividades para el mercado laboral, correspondientes al 9,36% del total en la zona rural. El 72% son varones y el 28% son mujeres		
<b>Medidas de mitigación:</b> Implementación de medidas afirmativas y recursos para cerrar el círculo de la feminización de la pobreza en las 9 provincias en los 176 departamentos con un alto riesgo de trabajo infantil (entre 7 a 8%), especialmente en las provincias Misiones y Corrientes. Estas actividades permitirán identificar las desigualdades, así como crear una visión del hogar, para definir una estrategia conjunta coherente, fomentando una planificación equilibrada en las actividades y a la vez, identificar efectos positivos en las dinámicas y cambios de alimentación de los integrantes del hogar.  El enfoque agroecológico incluye entre sus elementos fundamentales la dinámica de justicia social, que permitirá orientar las inversiones a la mejora en las condiciones de empleo de las familias rurales		
<b>Salud y seguridad comunitarias</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> Con las acciones del programa persista las limitaciones en el acceso a alimentos y se aumenten las brechas de género, generacional y de violencia física y sexual		
<b>Medidas de mitigación:</b> Implementación de la estrategia de género e inclusión social, que incluye las medidas específicas para que las mujeres rurales y jóvenes en situación de vulnerabilidad, ejercerán sus derechos, se empoderen, se fortalezcan y desarrolle conocimientos, actitudes y prácticas que le permitan mejorar su estado nutricional y seguridad		

alimentaria por medio del trabajo en factores de acceso y consumo de alimentos de las intervenciones productivas con enfoque agroecológico		
<b>Reasentamiento físico y económico</b>		Ningún riesgo previsto
Se cuenta con un marco constitucional propicio para la protección contra los desalojos forzosos, consagrado en los artículos 11, 14 y 25 de la Constitución Nacional que protege el derecho a la vivienda, otorga jerarquía constitucional a un conjunto de instrumentos internacionales de derechos humanos que también los protegen. Entre las leyes se encuentran la Ley 26160, que declara la emergencia de posesión y propiedad de las tierras que tradicionalmente ocupaban los pueblos indígenas del país, que fue sancionada en el año 2006. Esta medida permite relevar las tierras ocupadas por dichas comunidades, suspender los desalojos de esas tierras y establecer la realización del relevamiento técnico-jurídico-catastral de la situación de dominio de las tierras ocupadas por las comunidades indígenas, cuya dirección pone a cargo del Instituto Nacional de Asuntos Indígenas (INAI).		
<b>Emisiones de gases de efecto invernadero</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> Emisión de gases de efecto invernadero (GEI) provenientes de las actividades del programa		
<b>Medidas de mitigación:</b> 1) Estudios de emisiones GEI en sistemas de Agricultura Familiar. Desarrollo de línea de base. Relevamiento de indicadores, toma de muestras y monitoreo in situ. Análisis de Curvas de Costos Marginales de Abatimiento (MACC). Análisis de escenarios Ex-Ante, aplicación de herramientas informáticas (e.g. FAO Ex-Act, REDD+ Abacus, SIG's); 2) Apoyo o complemento para el fortalecimiento e incentivo al desarrollo e implementación de ganadería de bajo impacto en sistemas rotativos de pastizal y monte nativos, sistemas silvopastoriles, mixtos, de bajos costos y bajas cargas ganaderas adaptables a la AF. 3) Apoyo o complemento para el fortalecimiento de la incorporación de abonos verdes, compost y bioinsumos, 4) Apoyo o complemento para el fortalecimiento de la elaboración de estadísticas periódicas de consumo de fertilizantes y pesticidas sintéticos por tipo de cultivo en la AE y por público objetivo del programa, 5) Apoyo para la promoción del uso en la AE y por parte del público objetivo del programa, mediante acceso a capacitación, de insumos básicos para la elaboración de bio-fertilizantes en base a componentes disponibles a escala local, mediante técnicas que se hallan comprobadas y de amplia difusión, 6) Apoyo al fortalecimiento de las investigaciones locales sobre las emisiones de óxido nitroso (N <sub>2</sub> O) vinculadas a la AE para poder ajustar adecuadamente, por un lado, las prácticas y manejos, y por el otro, los factores de emisión de dicho gas para nuestras condiciones de producción y suelos; 7) Articulación con Plan Nac. Agro y CC en lo relativo a la AE para impulsar la proyección de sus acciones de mitigación y adaptación a las actividades y población meta del programa; 8) Articulación con programas públicos y privados que incentiven la implementación de		

energías renovables en la actividad agrícola-ganadera para posibilitar su proyección a la AE y la población meta del programa; 9) Inclusión de los resultados y buenas prácticas resultantes de las investigaciones, estudios y articulaciones sobre mitigación de GEI en la AF en las capacitaciones a la población meta; y 10) Inclusión de los resultados y buenas prácticas resultantes de las investigaciones, articulaciones, estudios contratados o identificados sobre articulaciones sobre mitigación de GEI en la AF en las capacitaciones a la población meta		
<b>Vulnerabilidad de las poblaciones objetivo y los ecosistemas a la variabilidad y las amenazas climáticas</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> El riesgo de que el programa aumente considerablemente la exposición o la vulnerabilidad de los medios de vida de las poblaciones objetivo, sistema alimentario, los ecosistemas, los activos económicos o la infraestructura a la variabilidad y las amenazas climáticas		
<b>Medidas de mitigación:</b> Se implementará la estrategia de género e inclusión social que contiene lineamientos que aseguran la integración de poblaciones en situación de vulnerabilidad en los servicios ofrecidos directamente fortaleciendo sus capacidades para que logran el empoderamiento económico, político y redistribución de la carga laboral, a través de uso de tecnologías amigables al medio ambiente, abordando los desafíos y potencial de los/as jóvenes rurales y estimulando los factores condicionantes de la seguridad alimentaria y nutricional		
<b>Partes interesadas</b>	Moderado	Bajo
<b>Participación y coordinación de las partes interesadas</b>	Moderado	Bajo
<b>Riesgo:</b> Los principales actores llamados a ser parte del Proyecto (organizaciones de productores, gobiernos locales y provinciales y otras instancias del gobierno nacional, etc.) muestran poco interés o compromiso con las actividades y objetivos del proyecto. El riesgo de dificultades con los asociados es muy bajo. A nivel de Autoridades centrales y de contraparte institucional el proyecto es considerado como prioritario y de extremo interés para el país y para el Gobierno. El espacio de diálogo y la sólida inserción institucional del FIDA permite asegurar que eventuales dificultades serían mitigadas por acciones directas del FIDA y por los socios para la ejecución		
<b>Medidas de mitigación:</b> Establecer un proceso de sensibilización y articulación con los diferentes estamentos y entidades estatales, así como visibilización clara de las potencialidades desarrolladas por el proyecto por parte de las organizaciones de productores		
<b>Reclamaciones de las partes</b>	Bajo	Bajo
<b>Riesgo:</b> La implementación de todo proyecto implica la probabilidad de que se presenten quejas o reclamaciones de las partes interesadas		
<b>Medidas de mitigación:</b> El proyecto incorporará el mecanismo de atención de quejas será diseñado con participación y validación de las comunidades que otorgaron		

<p>el consentimiento libre, previo e informado, así como otros stakeholders. El procedimiento incluirá por lo menos el mecanismo de expresión de la queja o reclamo, el período de respuesta, las instancias de resolución de la queja. Dicho mecanismo debe ser fácil acceso para la población y de rápida resolución, asegurando que los reclamos presentados son revisados de manera expedita y las soluciones sean de común acuerdo y a satisfacción de las partes involucradas</p>		
---	--	--